



**Picardie**

**DECLARATION PREALABLE du SGEN-CFDT  
Comité technique paritaire départemental  
5 avril 2011**

La rentrée 2011 se prépare avec une dotation budgétaire catastrophique. Pour l'académie il est prévu la suppression de près de 400 postes dont 51 pour le premier degré Somme. La politique budgétaire du gouvernement tourne le dos à tout argument rationnel, puisque seules comptent les économies réalisées aux dépends des fonctionnaires.

Cette politique met en difficulté les élèves, les parents, les enseignants, les directeurs, les inspecteurs, les personnels administratifs et techniques des établissements, des inspections d'académie et du rectorat. Qui peut croire qu'en optimisant, recentrant, rationalisant les moyens c'est-à-dire en langage clair en les diminuant, la réussite des élèves va augmenter ?

Le mépris des personnels s'est doublé maintenant d'une volonté de nier la réalité à tout prix, de renvoyer la faute d'un échec sur les élèves et leur famille, d'abandonner les valeurs qui fondaient l'école. Les durs constats de PISA sur la prédestination de la réussite scolaire en fonction de l'origine sociale et culturelle ne sont pas évalués à leur juste mesure. Le gouffre qui sépare les discours de la réalité a fait perdre toute crédibilité au ministère.

Lors de cette préparation de rentrée, le Sgen-CFDT n'oublie pas les futurs enseignants dont les conditions de travail vont être encore un peu plus difficiles : plus aucun aménagement n'existe et ils seront bien entendu confrontés aux classes surchargées et au contexte délétère pour débiter. Le bilan humain et pédagogique est immense, les conséquences seront durables, le ministère le sait, mais persiste.

L'entrée des écoles RAR dans le dispositif ECLAIR ne manquera pas d'alourdir la charge de travail des directeurs alors que les aides administratives disparaissent des écoles et que les temps de décharge diminuent. Leurs conditions de travail se dégradent toujours plus. La politique d'éducation prioritaire est en danger.

La question de l'administration de l'école primaire est posée. La charge de travail et de responsabilité des directeurs ou des enseignants chargés de direction n'est plus acceptable.

Le Sgen-CFDT considère qu'il n'y a plus aujourd'hui de possibilité d'avancée ni même de dialogue avec notre employeur. Il ne reste donc plus que la colère pour nous faire entendre. Nous soutiendrons toute initiative des collègues qui se mobiliseront contre cette politique inconséquente, car nous restons convaincus qu'une autre politique éducative porteuse d'espoir, de réussite et d'équité est possible, dans laquelle on utilise les mots élèves, pédagogie, concertation, santé au travail, épanouissement personnel et même... plaisir.